

La diplomatie à lui seul

Le président et son double 3 | 4 Depuis son arrivée à l'Elysée, en 2017, Emmanuel Macron a une façon parfois déroutante de mener et d'incarner la politique étrangère du pays, quitte à s'éloigner des circuits habituels

Raphaëlle Bacqué, Ariane Chemin et Ivanne Trippenbach

De profil, on dirait un peu Emmanuel Macron. Même nez droit à l'antique, même taille, même allure. Son titre au *Journal officiel* : « envoyé spécial pour la Libye ». Personne ou presque ne connaît son nom. Paul Soler, 45 ans, ancien militaire des forces spéciales, est l'un des collaborateurs les plus secrets de l'Elysée, où, d'ailleurs, il ne passe presque jamais, tant il est souvent en vadrouille. Il est en vérité beaucoup plus que cela : une sorte de diplomate personnel du président.

Ses missions s'étendent du Maghreb au Sahel, mais aussi jusqu'à l'Ukraine et à la Russie, la Côte d'Ivoire, la République centrafricaine, la Syrie ou l'Irak. Elles consistent à se rendre dans des zones sensibles, à encourager les oppositions d'Etats ennemis et à jouer de ce qu'il reste de l'influence française en Afrique, hors des circuits habituels du Quai d'Orsay. « OK, feu ! », lâche le président lorsqu'il lance sur une mission délicate cet ancien du 13^e régiment des dragons parachutistes, devenu diplomate. Paul Soler est l'un de ces types « *out of the box* », comme disaient les garçons de la « start-up nation », aux débuts du macronisme, pour décrire ces profils non conformistes dont raffole Emmanuel Macron. Il ne rend compte qu'au « chef », comme il désigne le président, qu'il connaît depuis dix ans.

A l'automne 2023, la France cherche discrètement à acheminer des médicaments à l'intention des otages – dont plusieurs Français – retenus à Gaza, depuis le 7 octobre et l'incursion terroriste du Hamas en Israël. « M. Paul », comme on l'appelle parfois, met en branle ses réseaux atypiques. Il faut faire voyager l'aide médicale par Doha, Le Caire et Rafah, dans la bande de Gaza, par le biais de la Croix-Rouge, puis des contacts au sein du Hamas. Paul Soler est encore dans le circuit, lorsque Mia Schem, 21 ans, une jeune Franco-Israélienne enlevée lors de l'attaque du festival de musique Tribe of Nova, ce même 7 octobre, est libérée. Du *one-to-one*, du discret, de l'efficace, bref, la diplomatie dont Macron rêve secrètement.

Le chef de l'Etat est arrivé à l'Elysée avec la promesse de redonner à la France sa place dans le monde. Il comptait sur un atout de taille : son anglais. Jacques Chirac faisait la joie des humoristes avec ses « *ouat dou you ouant ?* ». Malgré des années de cours particuliers dans sa mairie de Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine), Nicolas Sarkozy avait des sueurs froides dès qu'il fallait échanger trois mots dans la langue de Shakespeare. Quant à François Hollande, il n'a jamais pu dire une phrase en anglais sans faire une faute.

« ***Des chicayas de bureaucrates !*** »

Emmanuel Macron, lui, parle couramment cette langue et peut s'adresser au monde sans faire rougir les Français. Pendant la première campagne présidentielle, nez sur les cartes d'état-

major, il révisé sa géopolitique comme on potasse un concours. Il veut dépoussiérer la façon qu'a la France de jouer dans le concert des nations, privilégie les tête-à-tête et met en scène les symboles. Sûr de son charme et de son intelligence, il juge le pari à sa portée. « *Notre rêve français a toujours été aussi un rêve d'universel. Nous avons toujours pensé le monde* », notait-il dans son livre programme *Révolution* (XO Editions, 2016). Ce « nous », désormais, c'est lui.

Dès ses débuts, le président a fait savoir qu'il ne tenait pas le Quai d'Orsay en haute estime. « *Des chicayas de bureaucrates !* », maugrée-t-il quand il se sent freiné par les hauts fonctionnaires des affaires étrangères. Il perçoit le Quai comme un repaire de « *néocons* », lesté d'une forme d'immobilisme sans imagination. « *Avec moi, disait-il en 2017, ce sera la fin d'une idéologie néoconservatrice importée en France depuis dix ans.* » L'été 2019, dans la salle des fêtes de l'Elysée, il fait la leçon à quelque 200 ambassadeurs chevronnés, dont beaucoup ont connu des guerres et des négociations sur le fil.

L'expérience internationale du jeune quadra se limite à un stage de quatre mois au Nigeria, lorsqu'il était élève à l'ENA, mais il estime que les « *diplos* » empêchent les politiques d'appliquer ce pour quoi ils ont été élus. « *Nous avons nous aussi un Etat profond* », lâche-t-il en désignant le Quai d'Orsay. « *Etat profond* » : seuls jusqu'ici les complotistes et le président américain Donald Trump utilisaient ce terme qui désigne une bureaucratie parallèle fantasmée, tirant les manettes en secret. En 2022, il tranche : le corps diplomatique est supprimé, dilué dans un vaste corps de l'Etat, et tant pis pour le savoir-faire.

La diplomatie, c'est lui tout seul, ou presque. Au 2, rue de l'Elysée, dans une annexe du palais, et plus encore dans le bureau du président lui-même, se décide, depuis 2017, la politique étrangère. Le premier « *sherpa* » du chef de l'Etat, Philippe Etienne, bardé de diplômes et parlant plusieurs langues, dont le serbo-croate, était ambassadeur en Allemagne. De facture assez classique, il a tenu un an à la tête de la cellule diplomatique. Son successeur, Emmanuel Bonne, est un fin arabisant, moins connaisseur de l'Europe de l'Est, et un grand fan d'Emmanuel Macron. Malgré un AVC et la fatigue qui s'accumule, il veille jalousement sur le pré carré de la diplomatie présidentielle.

Ce petit cercle en rivalité avec les militaires de l'Elysée fonctionne en vase clos et entretient l'illusion, après chaque tête-à-tête du président, qu'il a pris l'ascendant. Ils sont sûrs d'eux et parfois imprudents. « *On va niquer les Chleuhs !* », cette exclamation a fini par revenir aux oreilles des Allemands, en marge d'une des conférences annuelles sur la sécurité, à Munich (sollicité à plusieurs reprises au cours des dernières semaines par l'intermédiaire des services de l'Elysée et par courrier personnel, Emmanuel Macron n'a pas donné suite).

Aux canaux diplomatiques classiques, le chef de l'Etat ajoute ses propres sources. A Marseille, il a ainsi été bluffé par la visite du centre de contrôle de la flotte de CMA CGM, la troisième entreprise mondiale de transport en conteneurs, de la famille Saadé. Là, sur un écran géant truffé de points lumineux, des logiciels d'intelligence artificielle permettent de suivre en direct la position des bateaux de commerce. Rodolphe Saadé est un bon capteur des bouleversements géopolitiques. Il a plusieurs fois anticipé, à partir des difficultés rencontrées par ses navires, le regain de tension diplomatique avec la Chine, le durcissement de la guerre en Ukraine, l'expansion des zones de piraterie et des mouvements djihadistes. Emmanuel Macron aime ces hommes d'affaires qui lui racontent, avec leur propre baromètre, le monde tel qu'il va.

Il goûte aussiles récits en action de Bernard Arnault, le PDG du groupe de luxe LVMH, habitué à parcourir la planète pour ses affaires. En Chine, au Japon et jusqu'à il y a peu en Russie, le grand patron est parfois reçu avec le même protocole qu'un chef d'Etat. Le soir, lorsque le couple Macron retrouve Bernard Arnault et son épouse, Hélène, à l'Elysée ou à la Fondation Louis Vuitton, le président a déjà entendu le PDG lui raconter comment, en 2019, à bord d'Air Force One, dans lequel Trump l'avait embarqué pour inaugurer un atelier Louis Vuitton au Texas, il a vu de ses yeux le président américain gérer l'offensive turque en Syrie : « *Quand il nous a dit : "J'ai obtenu un cessez-le-feu", personne n'était au courant !* »

Virilité déterminée

Emmanuel Macron est entré dans le directoire des grands de ce monde et le met soigneusement en scène. Une, deux, trois tapes dans le dos, la poignée de main levée comme s'il jouait un bras de fer, c'est ainsi qu'il a accueilli, le 7 décembre, Donald Trump, lors de la réouverture de Notre-Dame de Paris, affichant une virilité déterminée sous l'effusion démonstrative. Depuis sept ans, il peaufine ces pièces théâtrales, comme pour compenser la modeste place de la France parmi les puissances moyennes. En 2017, les images du dîner avec le couple Trump au restaurant Le Jules Verne, au sommet de la tour Eiffel, avait fait le tour du monde. C'est l'époque où le président français espérait encore rallier l'Américain aux positions européennes sur le climat ou l'Iran. Le chef de la Maison Blanche n'est pas dupe de cette amitié de façade. Recevant en retour « *Emmanuel* » dans le bureau Oval, en avril 2018, il fait mine d'épousseter le costume de son hôte et pose une main paternelle sur sa jambe – « *Vous êtes un ami très spécial* » – sans rien céder ensuite sur les sujets de discorde.

Avec un zeste de mépris, les experts en politique étrangère parlent pour ces mises en scène de « *psychogéopolitique* ». Gestuelle, symboles, lieux de réception... Emmanuel Macron soigne les apparences. Il sait que la France dispose d'un avantage sur l'Allemagne, l'Espagne ou la Belgique : ces monuments iconiques qui, d'un simple coup d'œil, la rendent reconnaissable dans le monde entier. Notre-Dame et la tour Eiffel, les Invalides et Versailles, sont depuis plus de sept ans le décor de sa diplomatie personnelle. « *Pour Louis XIV, Versailles était d'abord comme un showroom... Une façon de montrer au monde ce qui se faisait de mieux au XVIIe siècle*, lui a rappelé le journaliste Stéphane Bern, spécialiste des monarchies, en visitant le château à ses côtés. *Tenez, par exemple, la galerie des Glaces, c'est une démonstration de cet art des miroirs que la France a pris aux Vénitiens...* »

Emmanuel Macron a bien retenu qu'il faut éblouir son visiteur. C'est donc à Versailles qu'il donne ses plus grandes réceptions internationales, à commencer par celle réservée à Vladimir Poutine, le 29 mai 2017. Ce jour-là, le chef du Kremlin croit inaugurer une exposition consacrée au tsar Pierre le Grand, mais Emmanuel Macron l'invite d'abord à remonter devant les caméras la galerie des Batailles, qui célèbre les victoires françaises.

Le président en profite pour faire passer un message : les médias russes, téléguidés par le Kremlin, ont mal accueilli l'élection de ce candidat plus atlantiste et pro-européen que François Fillon et Marine Le Pen, les deux chouchous de Moscou. Le jour où Macron est arrivé à l'Elysée, le présentateur vedette de la première chaîne de télévision russe, Dmitri Kisselev, a souligné que le dirigeant français était le plus jeune depuis Bonaparte, avant de cingler : « *Le parallèle s'arrête là, Napoléon était un personnage brillant.* » Alors, Emmanuel Macron s'arrête avec Vladimir Poutine devant *La Bataille d'Austerlitz*. Sur la toile signée François Gérard (1770-1837), il désigne l'empereur en redingote et en bicorne, émergeant des

fumées du champ de bataille sur son cheval blanc. Le 2 décembre 1805, le Français avait écrasé l'armée russe de Mikhaïl Koutouzov.

« Paradoxalement, ce qui me rend optimiste, c'est que l'histoire que nous vivons en Europe redevient tragique. L'Europe ne sera plus protégée comme elle l'a été depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Ce vieux continent de petits-bourgeois se sentant à l'abri dans le confort matériel entre dans une nouvelle aventure. » Voilà ce qu'expliquait Emmanuel Macron en avril 2018 à *La Nouvelle Revue française*. Quatre ans plus tard, la guerre lancée par la Russie lui offre l'une de ces tragédies dont il rêve – puisque c'est ainsi qu'il voit les choses – pour écrire l'histoire. Aussitôt, il déploie sa méthode : coups de téléphone, déplacements surprises, il se jette en personne au milieu de la crise diplomatique.

Le 7 février 2022, alors que l'armée russe est aux frontières de l'Ukraine et que les services de renseignement américains prévoient un assaut imminent, le voici à Moscou pour tenter une médiation. La France assume la présidence tournante de l'Union européenne (UE) et, fidèle à son credo, Emmanuel Macron croit qu'un entretien d'homme à homme avec Vladimir Poutine peut éloigner le conflit. Paul Soler, qui parle le russe, est déjà parti pour Moscou, afin de défricher le terrain et de tenter de glaner des informations. *« Qui sait, si le président réussit, il pourrait avoir le prix Nobel de la paix »*, lâchent alors les conseillers en communication du président.

« Il ne faut pas humilier la Russie »

Une nouvelle fois, Emmanuel Macron pense qu'il fera mieux que son prédécesseur. *« J'ai dû hausser le ton avec Poutine, parce qu'il m'a pris pour Hollande »*, l'ont entendu dire ses collaborateurs, un jour de 2019, alors qu'il arrivait en retard et de mauvaise humeur en réunion, oubliant que le président socialiste avait bien cerné le dirigeant russe et qu'il avait choisi d'annuler la vente des navires Mistral à Moscou, après l'invasion de la Crimée en 2014. Même à la veille de l'invasion de l'Ukraine, Emmanuel Macron, lui, continue de penser qu'on peut se fier à Poutine, cet ancien lieutenant-colonel du KGB expert dans la manipulation des hommes. Il se trompe. Dès leur première rencontre à Versailles, le dirigeant russe a compris le narcissisme du Français. Le chef du Kremlin le reçoit comme tous les autres au bout d'une vaste table de 4 mètres de long... et le berne sur ses intentions.

« Le président s'est battu pendant des semaines pour éviter une invasion russe de l'Ukraine. Aujourd'hui, l'armée de Poutine recule » – les cinq derniers mots sont soulignés. Quelques jours avant l'invasion de l'Ukraine, en février 2022, des comptes de soutien d'Emmanuel Macron, surveillés en sous-main par le service de communication de l'Elysée, postent ces mots triomphants sur les réseaux sociaux sous la photo d'Emmanuel Macron – avant de les effacer prudemment. Le président croit encore que Vladimir Poutine n'attaquera pas et que ses troupes ne sont stationnées en Biélorussie que pour de simples exercices.

Quand les chars russes franchissent la frontière, tentent de prendre la capitale et massacrent 500 civils de la ville de Boutcha, aux portes de Kiev, Emmanuel Macron apporte tout son soutien au président ukrainien, Volodymyr Zelensky, mais persiste à expliquer qu' *« il ne faut pas humilier la Russie »*. Tandis que le chef de l'Etat américain, Joe Biden, traite Vladimir Poutine de *« boucher »*, il faudra au président français jusqu'à l'été 2022 pour comprendre que parler de l'Ukraine et de la Russie comme de *« deux peuples frères »* relève, justement, des vieux poncifs des amis de la Russie au sein du Quai d'Orsay. Il tourne définitivement le

dos à Poutine, cet « assassin », reçoit à plusieurs reprises son « cher Volodymyr » à Paris, et évoque même l'hypothèse d'envoyer des troupes occidentales au sol en Ukraine.

L'Europe, c'est là que beaucoup l'attendent. Depuis toujours, elle est dans son ADN. Pour elle, Emmanuel Macron a une vision, de la volonté, du courage et voit un temps avant les autres, parfois même un cran au-dessus. A Bruxelles, il est chez lui, non pas dans les interminables réunions à 27, mais dans les couloirs où s'amorcent de futures ententes : « Chère Angela » à la chancelière allemande Angela Merkel, « Comment tu vas, Charles ? » au président du Conseil européen Charles Michel...

Du temps où il était banquier d'affaires, il avait appris à négocier traités ou compromis comme on passe des deals et s'était construit un réseau bien à lui. C'est d'ailleurs avec l'ancien vice-président de la banque Goldman Sachs Mario Draghi, devenu patron de la Banque centrale européenne, qu'il s'entend aussitôt le mieux. Ils partagent un réseau commun de financiers internationaux, un même langage et surtout la même vision pragmatique de l'Europe. « *Whatever it takes !* » (« quoi qu'il en coûte »), le slogan inventé par Draghi en 2012 pour décrire sa politique de sauvetage de l'euro, Emmanuel Macron le reprend pour sa politique de soutien à l'économie, lors de la crise due au Covid-19.

Le président français veut faire de Paris *the place to be* en Europe. Il ne se contente pas de parler aux chefs d'Etat, il rencontre aussi les autres puissants, ceux dont le chiffre d'affaires peut dépasser le PIB d'un pays et dont les réseaux façonnent parfois bien plus les goûts des peuples que les dirigeants politiques : les entrepreneurs de la tech. Lorsqu'il était secrétaire général adjoint de l'Elysée (2012-2014), et plus encore ministre de l'économie (2014-2016), Emmanuel Macron avait demandé au fondateur du groupe de télécommunication Iliad, Xavier Niel (actionnaire à titre personnel du groupe *Le Monde*), de lui présenter ceux qui comptent dans la nouvelle économie. Américains, Chinois, Indiens, Suédois, il les a tous rencontrés. De Mark Zuckerberg (Facebook) à Dara Khosrowshahi (Uber), de Jeff Bezos (Amazon) à Elon Musk (Tesla), de Satya Nadella (Microsoft) à Pavel Durov (Telegram), il les attire à Paris.

Conférences en anglais, dîner à Versailles : en novembre 2018, la première édition de Choose France (« choisissez la France »), un minisommet regroupant 140 patrons du monde entier, dont les dirigeants de Google, Samsung, Goldman Sachs ou Mitsubishi, a donné le ton. Macron attend de ses ministres qu'ils vantent, en anglais, leurs réformes aux décideurs, dans des face-à-face qui ressemblent à des speed datings. Les investissements affluent. A l'intérieur, il veut faire baisser le chômage ; à l'extérieur, redonner du poids au pays sur la scène internationale. « *J'essaie toujours de ramener des investissements, c'est mon job* », répétait le président, fin septembre, en marge de l'Assemblée générale des Nations unies, à New York.

« *France is back !* » (« la France est de retour »), proclame l'Elysée. Dans bien des cas, l'énergie et la détermination du président sont salutaires. Quand la pandémie de Covid-19 met à l'arrêt les économies, il est en première ligne pour organiser l'achat groupé de vaccins par l'Europe. C'est lui aussi qui, avec la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, lance l'idée d'un plan de relance de 750 milliards d'euros, grâce à la mutualisation par les pays de l'Union d'un endettement commun. Mais aucune de ces mesures, pourtant essentielles, n'est mise à son crédit. Au contraire, il essuie une défaite cuisante aux élections européennes de 2024.

C'est comme si sa personne écliprait ses succès internationaux. Il parle trop, trop longuement, trop tôt. Trop seul, surtout. En 2019, alors que les Etats-Unis se désengagent de la Syrie et que la Turquie y intervient ensuite militairement en oubliant de se coordonner avec ses partenaires de l'OTAN, le président français diagnostique, dans une interview à *The Economist*, la « mort cérébrale » de l'Alliance atlantique. Il veut créer un électrochoc. Mais il n'a prévenu ni l'OTAN, ni l'UE, ni même le ministre des affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian. « *Je ne pense pas qu'un tel jugement intempestif soit nécessaire* », déplore tout haut Angela Merkel. Un diplomate se souvient d'avoir entendu ses homologues étrangers trouver un air de ressemblance entre le président et Jean Dujardin dans les films *OSS 117* : sûr d'être irrésistible et terriblement arrogant, une caricature de Français...

Il s' imagine aussi en sauveur quand il débarque à Beyrouth, le 6 août 2020, deux jours après l'explosion du port. Les Libanais l'acclament et l'implorant de les aider à se débarrasser d'un personnel politique corrompu et défaillant. Il promet de remettre le pays d'aplomb et fixe un calendrier, lance des ultimatums, et puis... rien. Les partis libanais n'ont eu qu'à attendre qu'il passe à autre chose. En Algérie, il multiplie les initiatives symboliques pour apaiser les blessures de l'histoire, mais se voit opposer là une fin de non-recevoir du président Abdelmadjid Tebboune, avant même son virage pro-marocain.

Mêmes embardées sur le conflit israélo-palestinien, où il zigzague d'un côté puis de l'autre, au gré des positions de ses conseillers, eux-mêmes partagés. Juste après le 7 octobre 2023, alors qu'il redoute l'importation du conflit en France, le président prend tout le monde de court en proposant une coalition militaire internationale anti-Hamas. De Beyrouth à Tunis et à Bagdad, la France est huée, ses représentants sont parfois menacés. Une dizaine d'ambassadeurs français dans le monde arabe adressent une note à l'Elysée pour s'insurger. La ligne du président est « *en rupture avec[leur] traditionnelle position d'équilibre entre Israéliens et Palestiniens* », dénoncent-ils. Cette mise en cause est si rare sous la Ve République qu'Emmanuel Macron menace de radier les ambassadeurs frondeurs du ministère des affaires étrangères.

Nouveau changement de pied, en octobre 2024. Cette fois, le président multiplie les mises en garde contre Benjamin Netanyahu et appelle à un embargo sur les armes envoyées en Israël. Le premier ministre israélien tente d'évincer la France de l'accord sur le cessez-le-feu obtenu au Liban avec l'aide de Washington. Paul Soler enrage : comment les diplomates ont-ils laissé le chef de l'Etat parler d'un embargo au pire moment – deux jours avant la première commémoration des massacres du 7-Octobre ? Ce jour-là, à la cérémonie organisée par le Conseil représentatif des institutions juives de France, le nom d'Emmanuel Macron est sifflé.

Improvisation périlleuse

Quel besoin a-t-il de tout faire ? Même les listes des candidats du camp présidentiel lors des élections européennes de 2019 et 2024, c'est lui qui les valide, examinant chaque nom, souvent dans une improvisation périlleuse. L'ancien journaliste au *Monde*, puis à France Inter, et député européen sortant Bernard Guetta apprend ainsi par un message de félicitations d'un ami... qu'il a hérité de la deuxième place. Personne ne l'a prévenu. Le président choisit aussi lui-même pour tête de liste Nathalie Loiseau, en 2019, puis Valérie Hayer, en 2024, deux femmes plus compétentes que charismatiques. Il doit être le seul à incarner le souffle de sa politique européenne.

Au sein de l'Union, son crédit et son aura déclinent lentement. Il est pourtant réélu en France en 2022 et, depuis le départ d'Angela Merkel, compte désormais parmi les dirigeants les plus expérimentés en Europe. Mais de nouvelles figures sont apparues à l'extrême droite. Le Hongrois Viktor Orban, l'Italienne Giorgia Meloni, 47 ans comme lui, le concurrencent sur la scène européenne. La dissolution de l'Assemblée nationale de l'été 2024 ne sidère pas seulement les Français : elle laisse ses partenaires interloqués et Emmanuel Macron affaibli sur le continent.

Quand, le 24 juillet, Ursula von der Leyen demande aux chefs d'Etat de l'Union leur choix pour les futurs commissaires européens, Emmanuel Macron propose de reconduire Thierry Breton. Cet ancien ministre de l'économie sous Jacques Chirac s'est taillé, depuis 2019, un très large portefeuille, se chargeant du marché intérieur à l'UE, de la politique industrielle, du tourisme, de l'audiovisuel, de la défense et de l'espace... C'est l'un de ceux qui tiennent tête aux géants de la tech comme Elon Musk. Thierry Breton a un bon sens stratégique et cette connaissance des affaires qu'admire Bernard Arnault, dont il est le meilleur ami. C'est aussi un caractère. Sûr de lui et un brin arrogant, il ne s'entend pas avec Ursula von der Leyen.

Début août, Emmanuel Macron se trouve au fort de Brégançon (Var), la résidence d'été des présidents de la République française, quand la même Ursula von der Leyen lui signifie par téléphone que « *Thierry Breton a un caractère impossible* », et lui propose un de ces deals qui étaient autrefois le style du président français : si Paris tient vraiment à lui, il faudra réduire ses attributions. Ou conserver ce gros portefeuille, mais changer de commissaire.

Le 14 septembre, Emmanuel et Brigitte Macron se trouvent à la Lanterne, la résidence des présidents à Versailles, lorsque Thierry Breton appelle. Le chef de l'Etat se montre hésitant. Breton le connaît assez pour savoir qu'il ne dit jamais les choses désagréables en face, et préfère claquer la porte. « *Je veux éviter que la France expose publiquement son affaiblissement et que l'on voie que le président s'était couché...* », explique-t-il à des proches. Breton a vu juste : avant même cette démission surprise, le chef de l'Etat a, en effet, proposé le poste à l'un de ses fidèles, Stéphane Séjourné, ministre des affaires étrangères qui ne parle pourtant pas l'anglais...

L'effacement de la France a un autre effet concret. Le 6 décembre, Ursula von der Leyen annonce, de Montevideo, la finalisation du Mercosur, ces accords de libre-échange entre l'Europe et l'Amérique du Sud, dont la France, dans une rare unanimité politique, ne voulait pas. Le lendemain, elle est absente quand Emmanuel Macron accueille, tout sourire, une quarantaine de chefs d'Etat et de gouvernement sur le parvis de Notre-Dame. Parmi eux, Donald Trump, tout juste élu, et Elon Musk, ce nouveau maître du monde. A leurs côtés, le président français continue, dans ce décor grandiose, de jouer son rôle.

Note(s) :

Prochain article L'art du secret